# Comment analyser les comptes d'une commune ?

Mettre en avant les points forts de son budget :

- L'analyse financière des comptes permet de positionner sa commune par rapport aux autres et de déterminer ses marges de manœuvre ou les risques potentiels

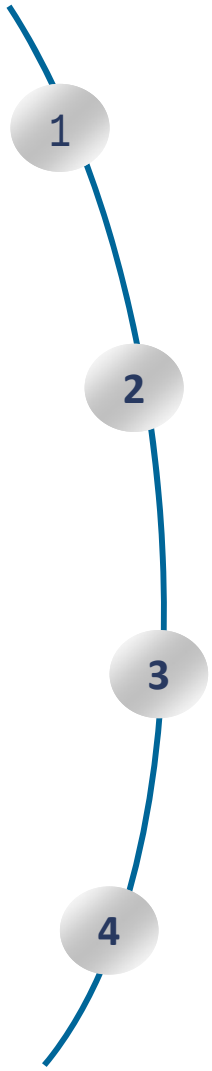
- Mais un maire « bon gestionnaire » n'est pas toujours réélu ! Les habitants attendent des réalisations concrètes

- A l'inverse, le maire « trop dépensier » sera rattrapé à un moment par la nécessité d'équilibrer son budget : toute nouvelle dépense => fiscalité future ?

- Les habitants ne s'intéressent pas directement aux finances locales. Ils attendent de leur élus une bonne gestion (pour éviter une politique fiscale trop lourde).

- Les habitants demandent des services de qualité et des équipements en bon état … surtout parmi les nouveaux habitants

# ANNEXES



1 La réforme fiscale de 2011 et la mise en place du FNGIR

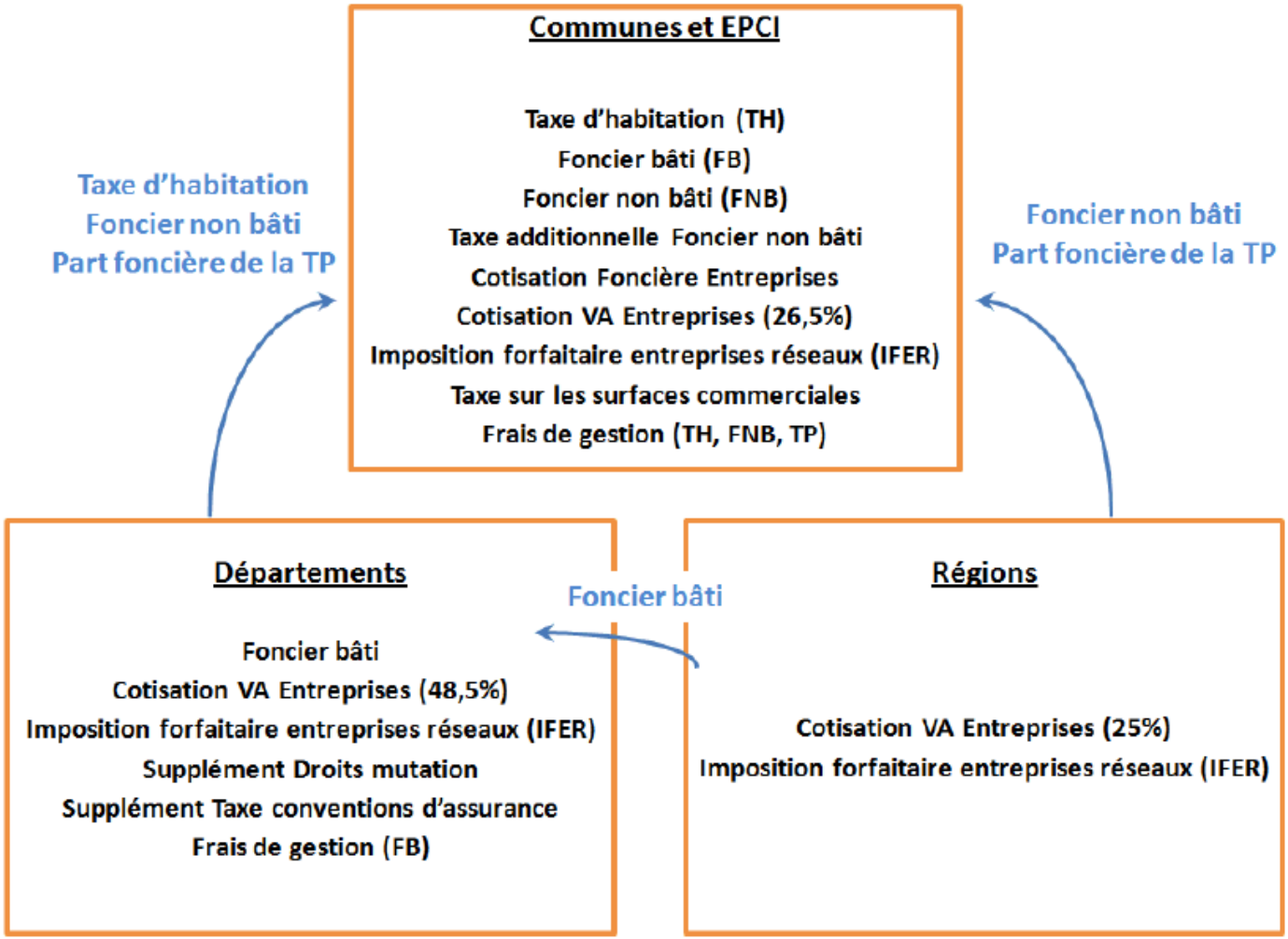
2 Focus sur quelques ratios

3 Les publications de la Direction des études de LBP

4 Contacts

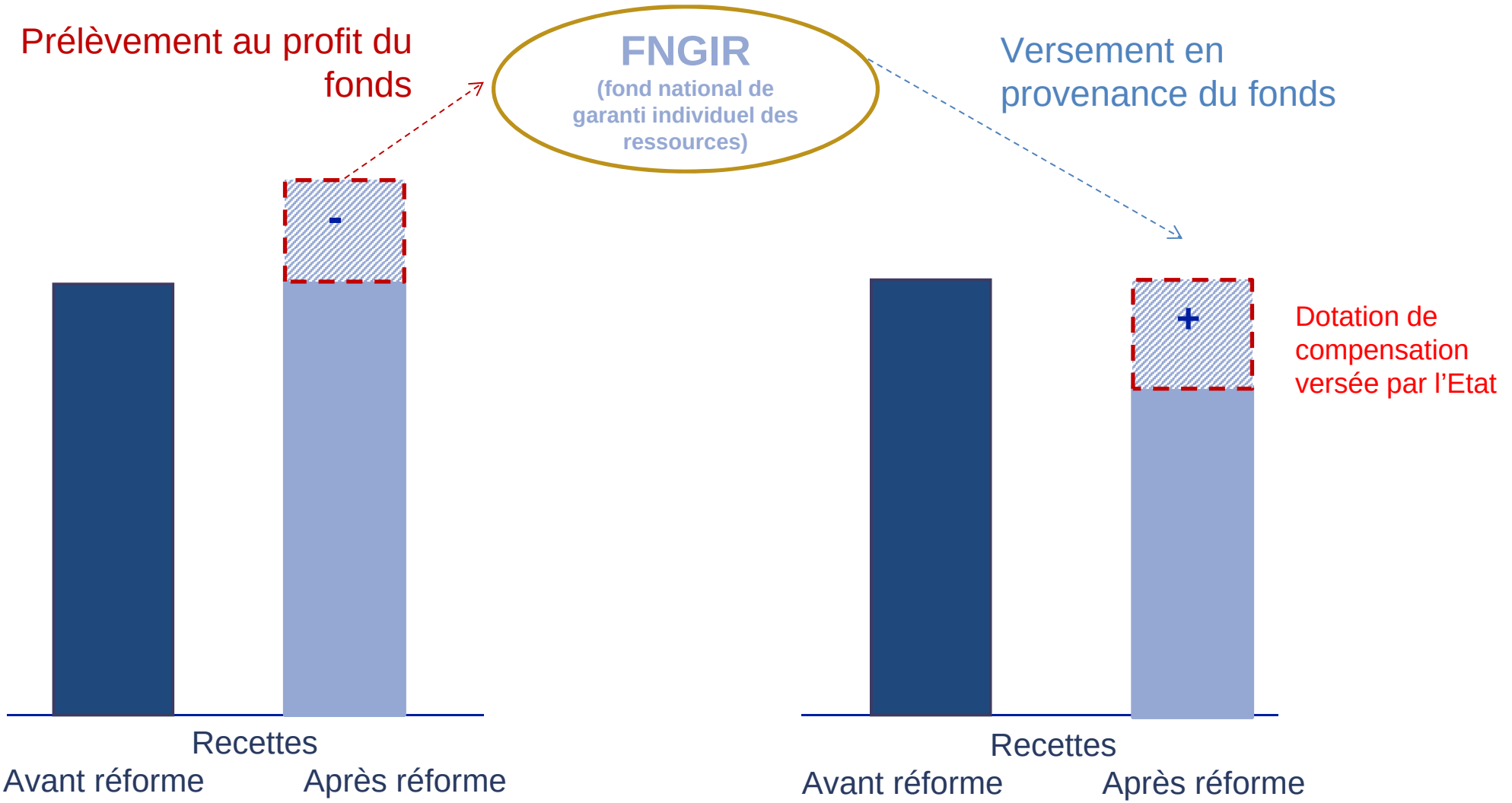
## Impact de la réforme fiscale de 2011 : le partage des différents impôts

**Affectation des ressources fiscales par catégories de collectivités locales**



# ANNEXES : le FNGIR

Impact de la réforme fiscale de 2011 : le mécanisme de garantie à la mise en place



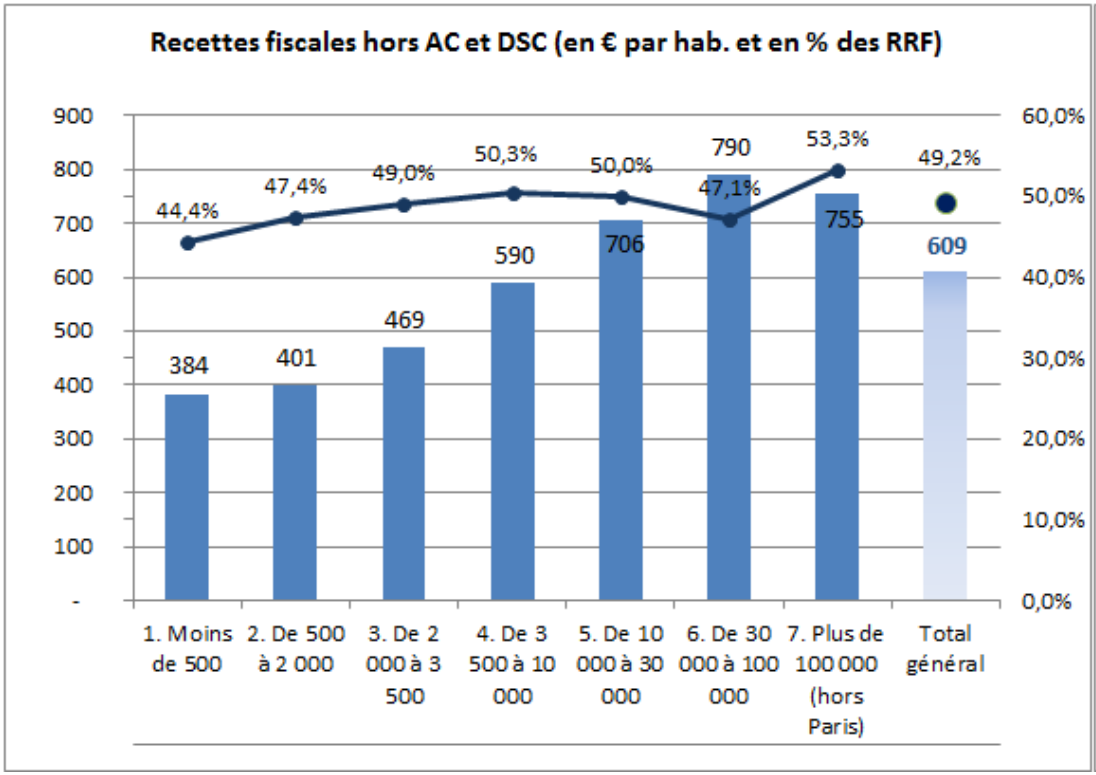

**Collectivité « gagnante »**

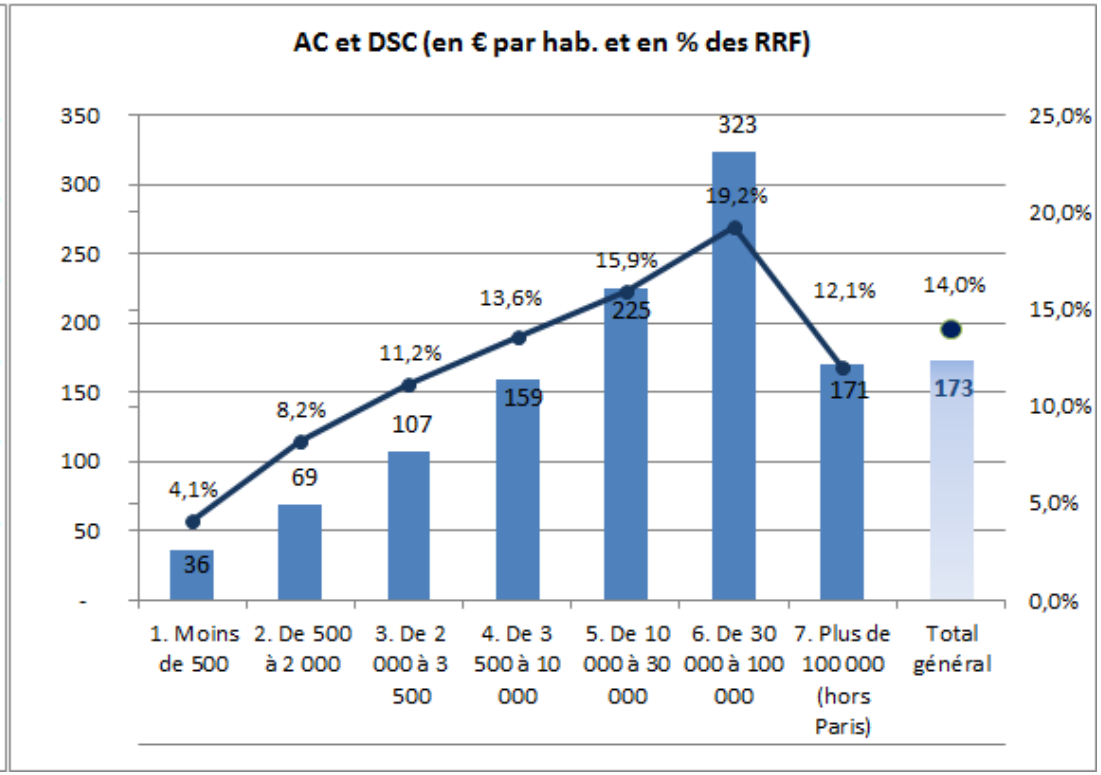
**Collectivité « perdante »**

# Comment analyser les comptes d'une commune ?

## Les principaux ratios de recettes de fonctionnement

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



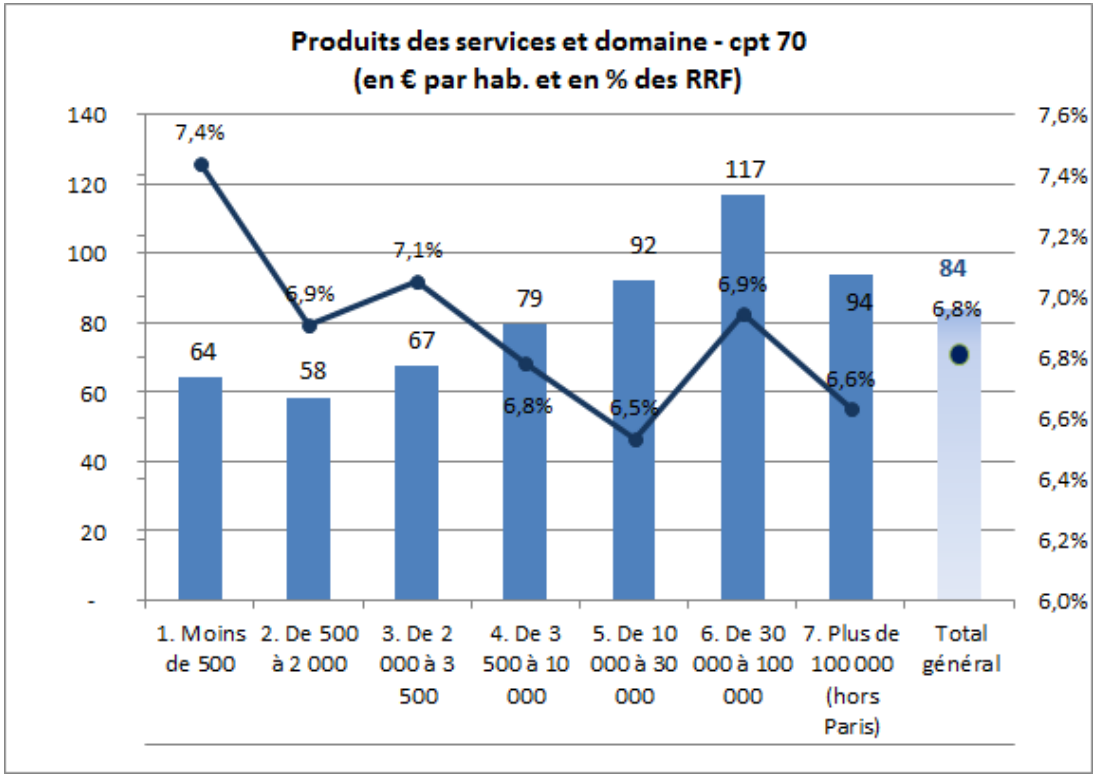

Plus la part des recettes fiscales est importante, moins la collectivité est dépendante de l'évolution des dotations.
La commune bénéficie ainsi du dynamisme de la fiscalité de son territoire (croissance de la population, installation de nouvelles entreprises, dynamique immobilière, IFER, etc.).

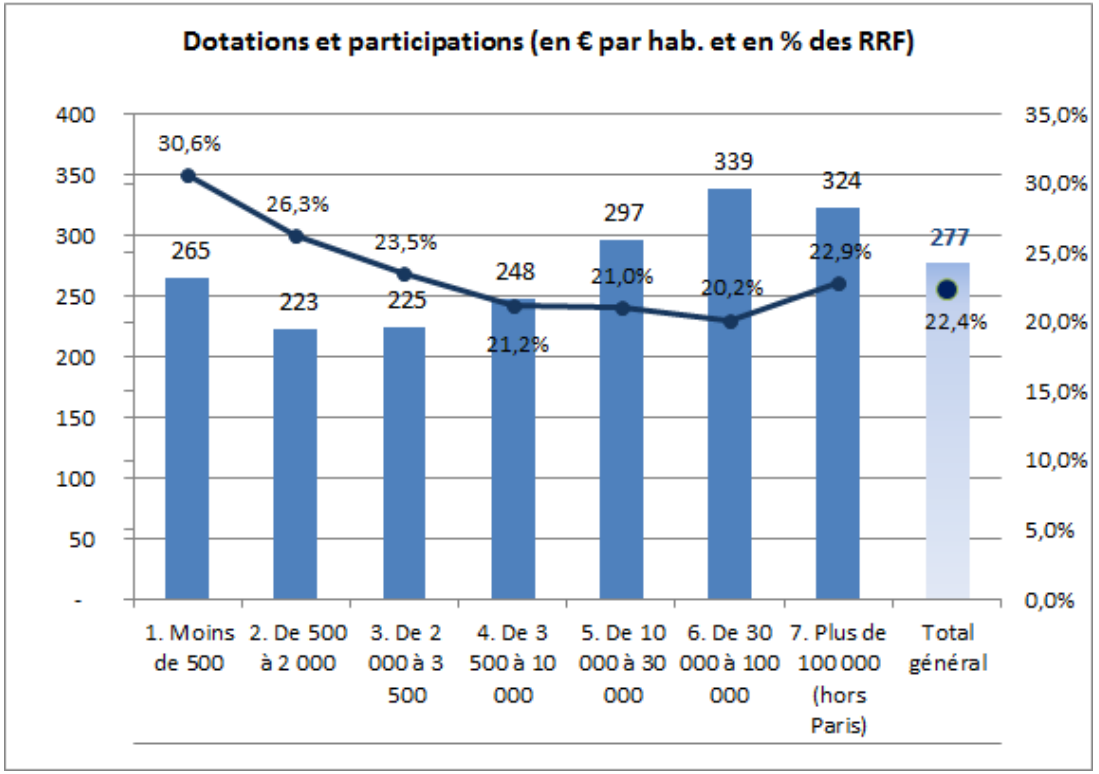
Les reversements de fiscalité, notamment l'AC, sont assez stables.
La DSC n'est pas obligatoire pour les communautés de communes et d'agglomération, elle peut être remise en cause chaque année par le conseil communautaire.
Sur cette fiscalité reversée, la commune ne bénéficie plus du dynamisme de la fiscalité transférée (sauf disposition prévue en cas de reversement d'une éventuelle DSC).

# Comment analyser les comptes d'une commune ?

## Les principaux ratios de recettes de fonctionnement

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



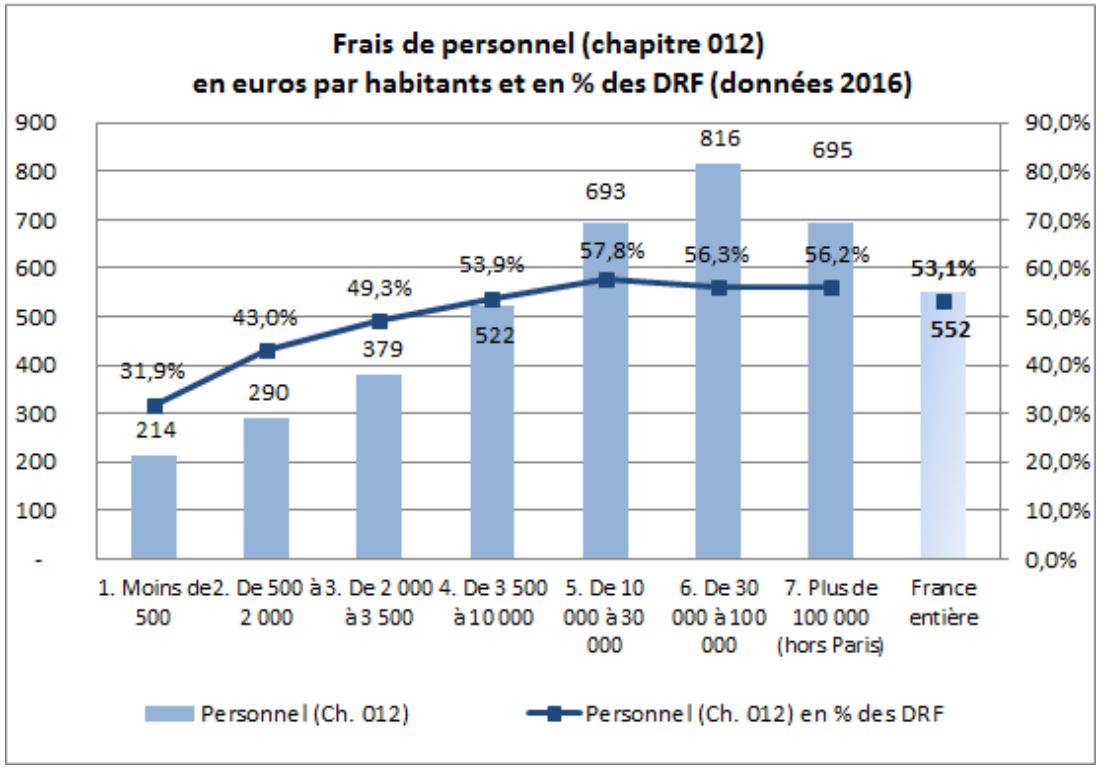

Poste qui représente moins de 10% des recettes d'une commune, agir sur les tarifs procure de faibles recettes au regard du budget total de la collectivité
Poste qui peut être plus élevé sur certaines communes : vente de bois, redevance eau perçue directement par le BP (pas de BA eau) ou par la refacturation au BP de frais d'administration des BA

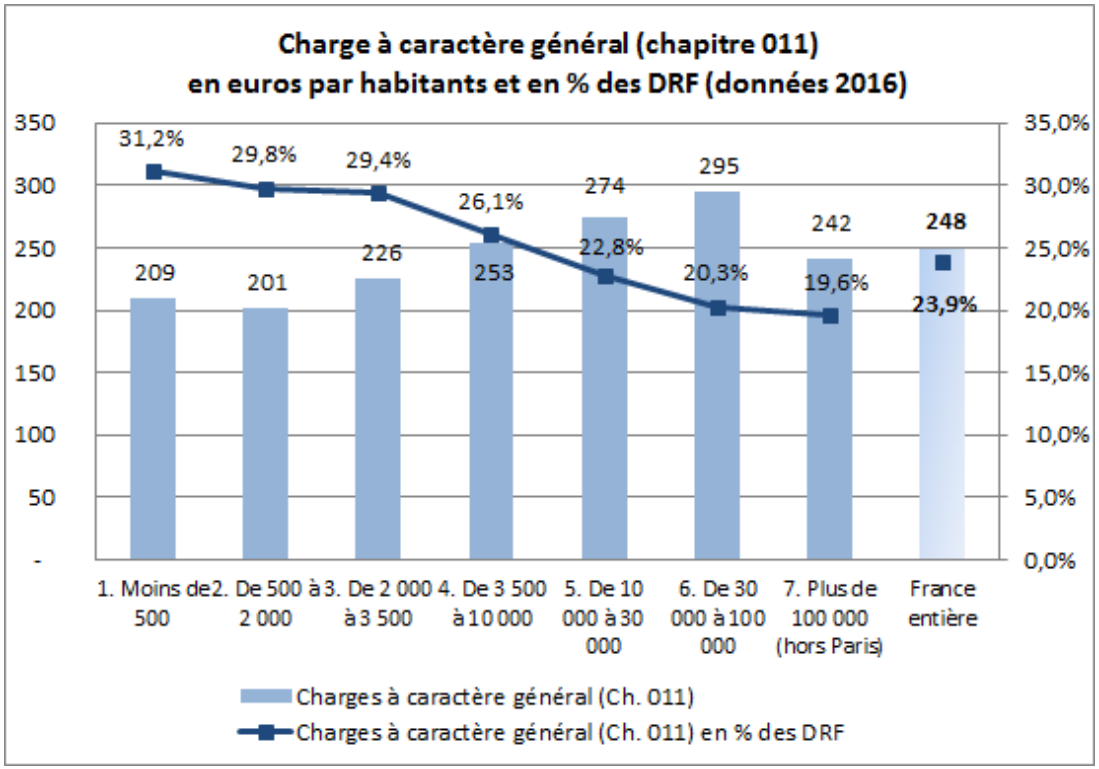
Les dotations sont fortement impactées par les décisions du gouvernement (baisse de la dotation forfaitaire, mesure sur les dotations de péréquation).
Une collectivité dont la majorité des recettes est issue du compte 74 sera plus sensible aux décisions gouvernementales qu'une commune qui possède une large part de ses recettes sur la fiscalité directe.

# Comment analyser les comptes d'une commune ?

## Principaux ratios de dépenses de fonctionnement

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



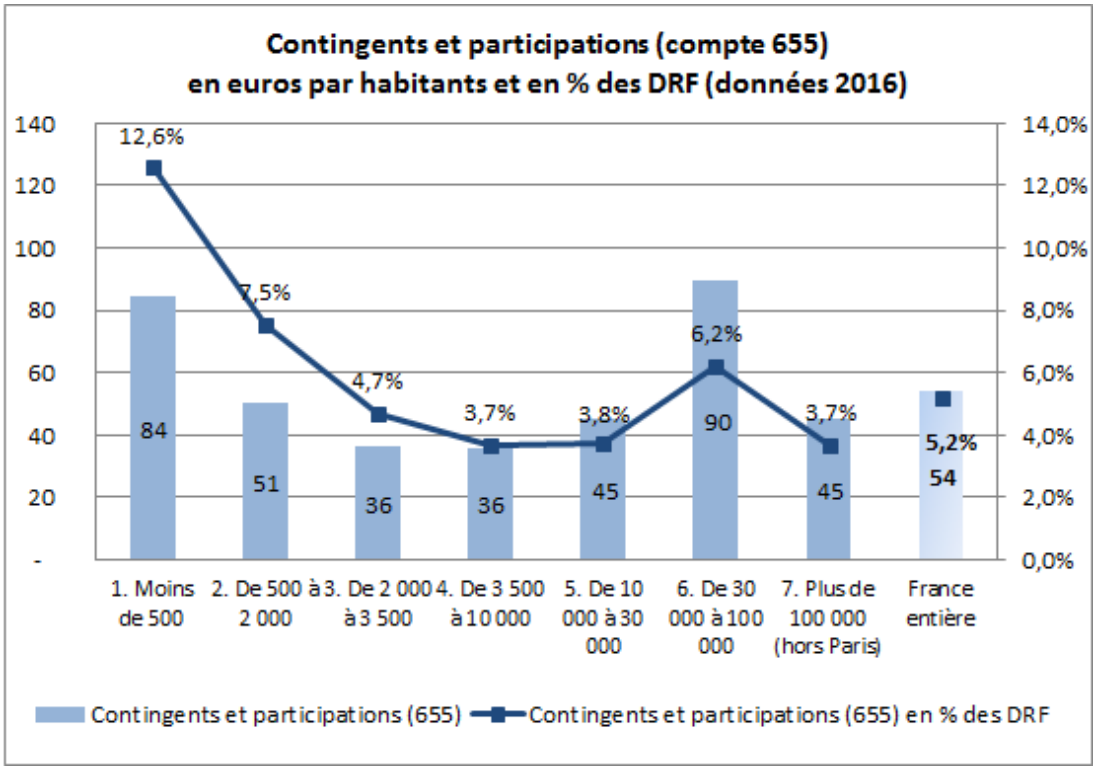

Poste qui peut être rigide, et dont l'évolution dépend de nombreux facteurs externes.
La collectivité peut décider de ne pas renouveler certains départs en retraite ou de ne pas remplacer des agents malades ou arrêtés.

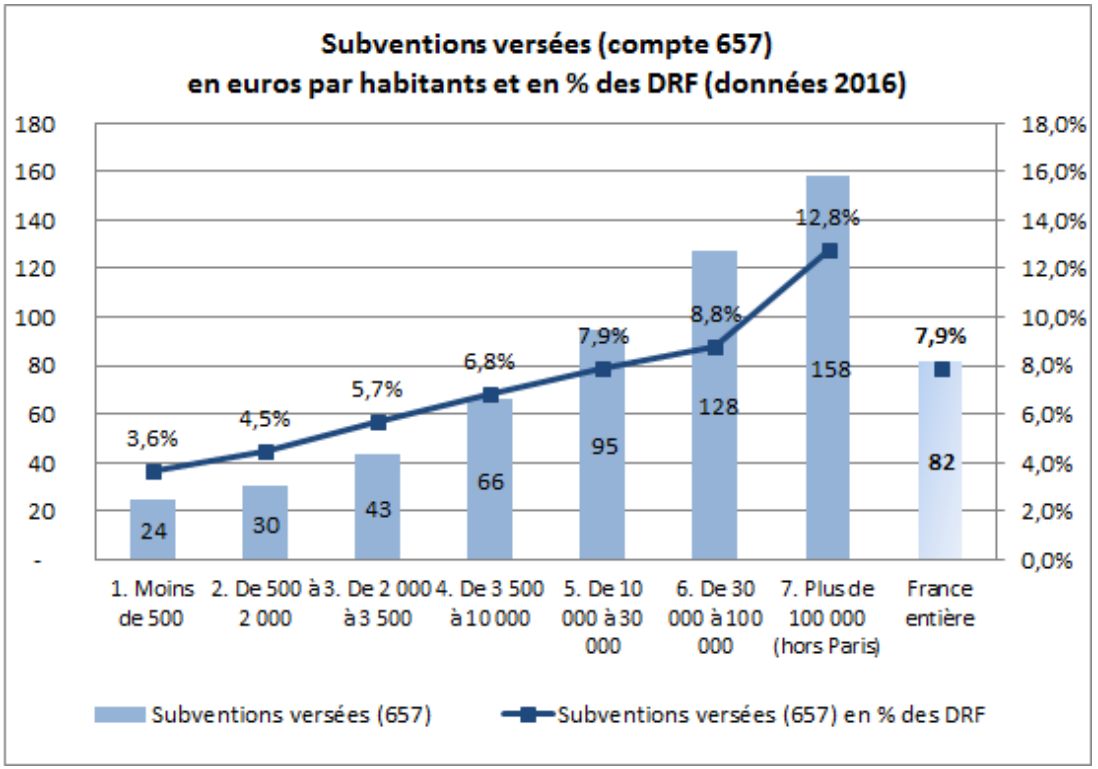
Possibilité de renégocier certains contrats de prestations pour réduire les charges.
Sur les petites communes, les dépenses d'entretien de bâtiments et de voirie peuvent expliquer une forte variation d'une année sur l'autre

# Comment analyser les comptes d'une commune ?

## Principaux ratios de dépenses de fonctionnement

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



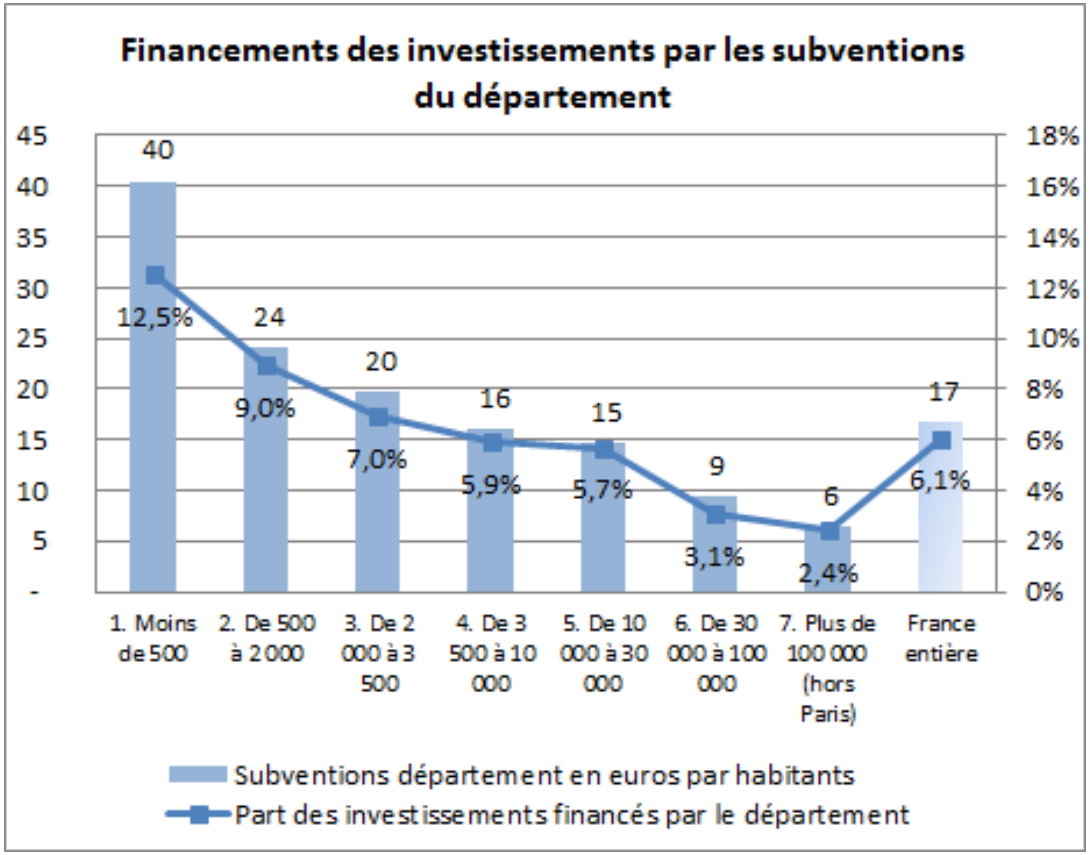

Poste qui peut être rigide, et dont l'évolution dépend de nombreux facteurs externes (contingent incendie, participation à un syndicat)

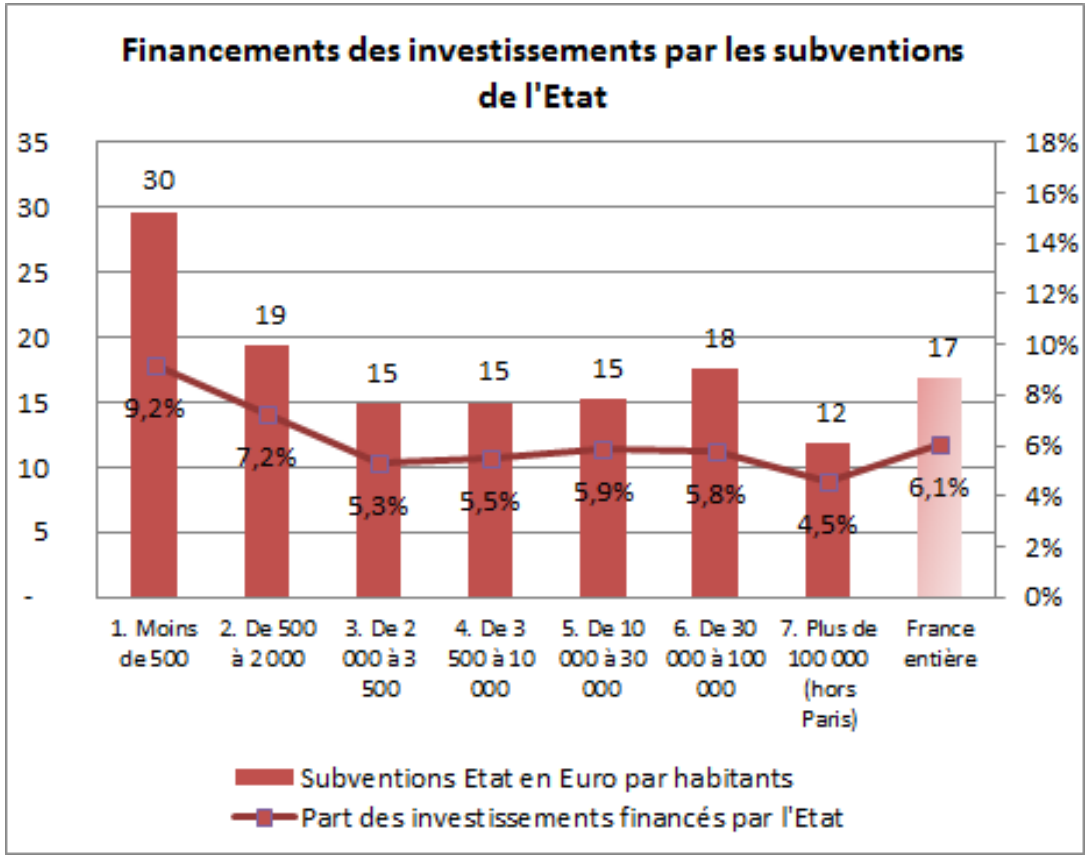
Dépenses non obligatoires pour les collectivités locales, mais les subventions sont fortement attendues par le tissu associatif local (dans le domaine sportif et culturel notamment)

# Comment analyser les comptes d'une commune ?

Taux de couverture des investissements par les subventions d'investissements reçues

Les « petites collectivités locales » sont plus dépendantes des subventions perçues des départements



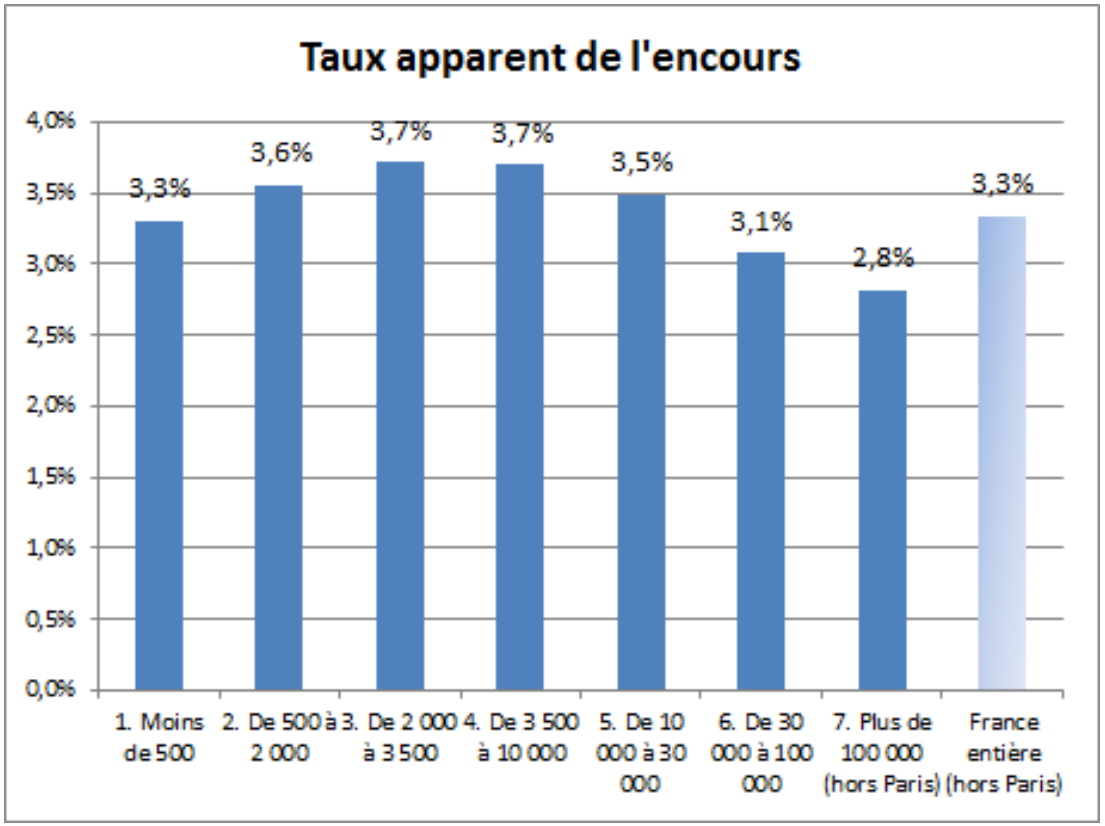



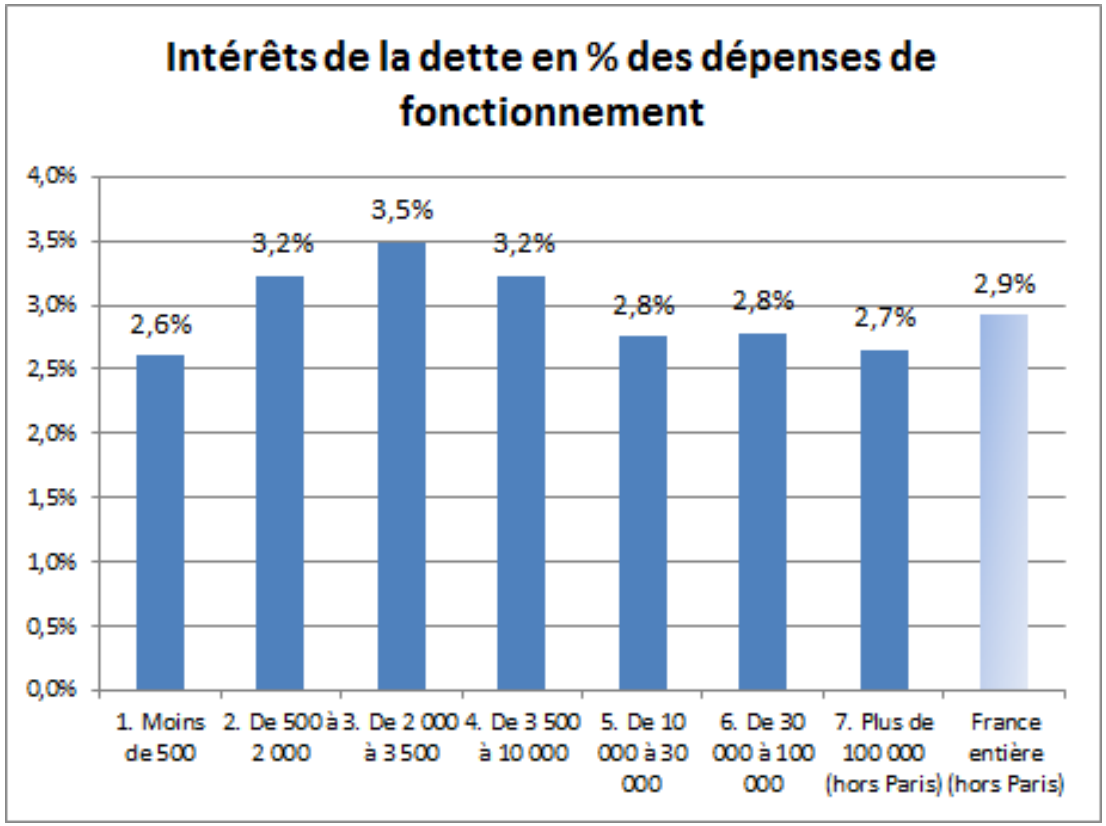

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

# Comment analyser les comptes d'une commune ?

## Les principaux ratios de dette par strate de population

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



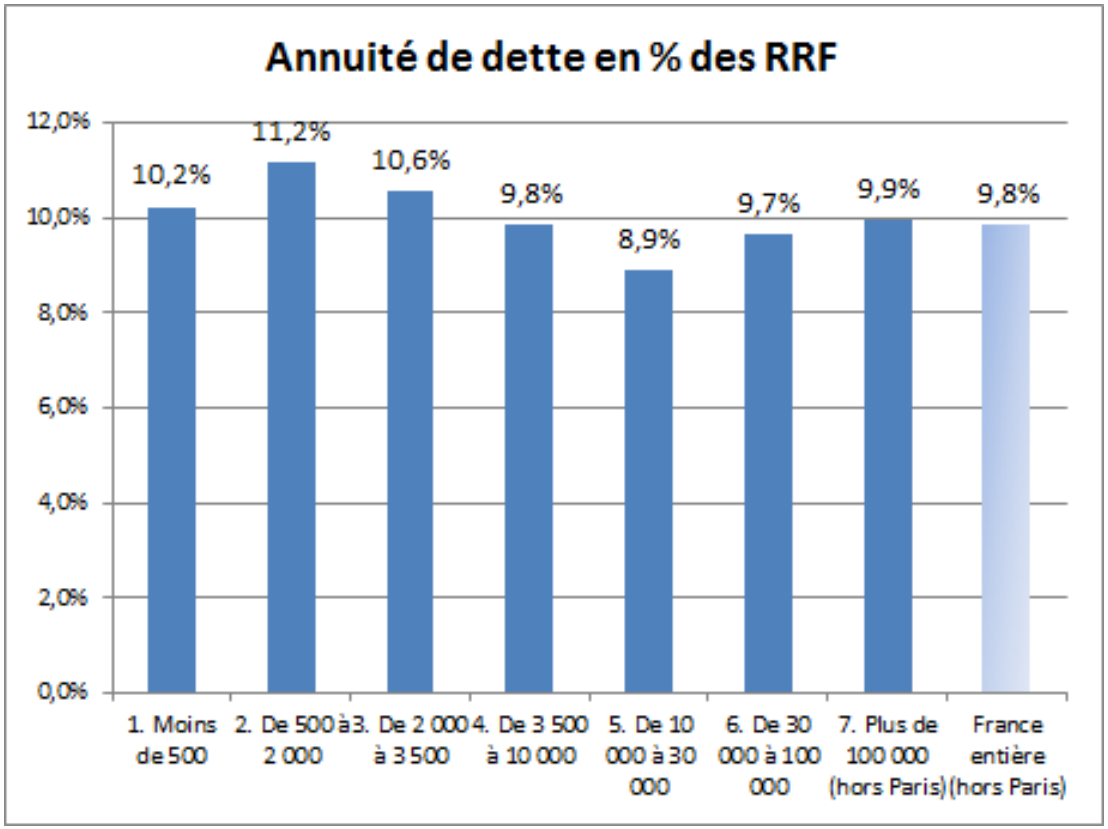

Le taux apparent de l'encours est autour de 3,3%
Il est le résultat de l'empilement de plusieurs prêts souscrits ces dernières années, avec des taux bas récemment, mais plus élevés sur 2012-2014

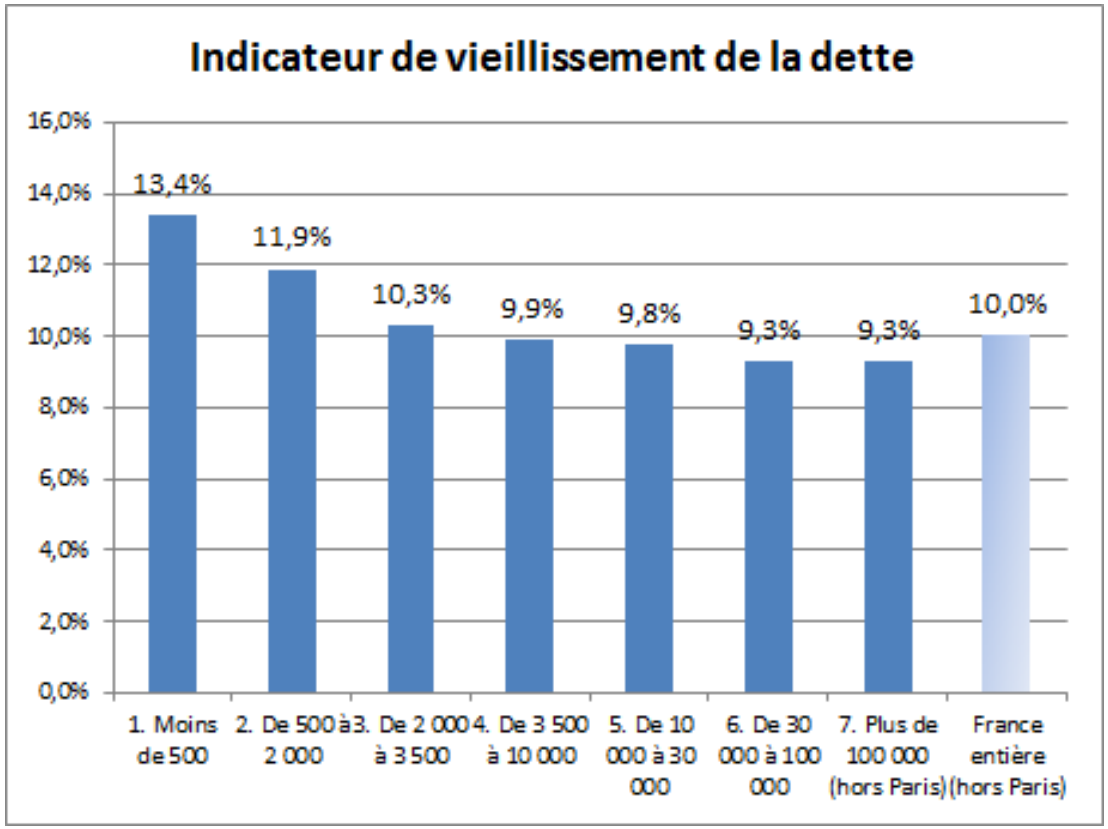
Les intérêts de la dette absorbent une faible part de dépenses de fonctionnement : moins de 3%
Poste globalement en baisse ses dernières années avec la baisse des taux d'intérêts

# Comment analyser les comptes d'une commune ?

## Les principaux ratios de dette par strate de population

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

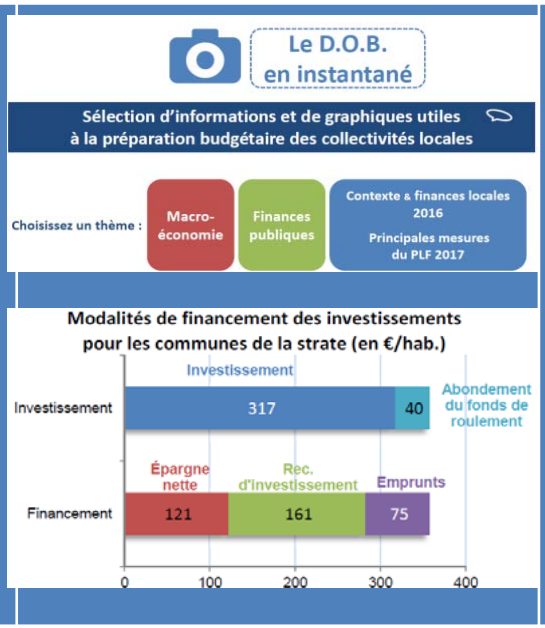


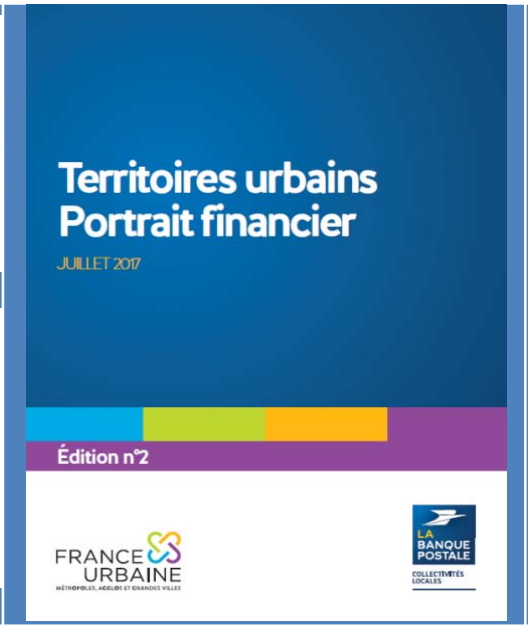




L'annuité de la dette : sommes des intérêts + remboursement normal de la dette (hors opérations de refinancement de dette, compte 166) absorbe un peu moins de 10% des RRF des communes
Si l'annuité de dette est plus élevée, pour éviter d'avoir une épargne nette négative, la commune doit dégager davantage d'épargne de gestion

Taux de vieillissement de la dette indique la vitesse d'amortissement de la dette.
Une commune qui souscrit sa dette sur une durée très longue amortira peu sa dette et aura un indicateur proche de 5%. A l'inverse, une commune qui rembourse vite sa dette voit cet indicateur dépasser les 20%.
En moyenne, la dette des communes s'amortit en 10 ans

# Les publications de la direction des études



| *Des études transverses* | *Des outils de comparaisons ou d'aide aux élus* | *En partenariat avec les associations d'élus* | *Conjoncture des finances locales* |
|---|---|---|---|
| • **Accès territoires** : éclairages thématiques pour les décideurs locaux<br><br>• 4ème numéro : **« Appréhender la dépense locale autrement – trois déclinaisons »** | • **Le DOB en instantané** : publié chaque année pour accompagner les collectivités locales<br><br>• **Fiches financières du bloc communal :** en partenariat avec l'AMF, publications de ratios par strate de population | • **Etudes sur les finances des collectivités locales** (régions, départements, bloc communal)<br><br>• Des partenariats avec de nombreuses associations : ARF, ADF, France Urbaine, Villes de France, ANEM, AMRF … | • **Note de conjoncture sur les finances locales :** les grands équilibres financiers avec une vision sur le bloc communal, les départements et les régions<br><br>• **Dernier numéro sorti le 14 mai** |

Etudes disponibles sur notre site internet :
https://www.labanquepostale.fr/legroupe/actualites-publications/etudes/finances-locales.html

# Vos correspondants chez LBP

**Jorge BRAS**, Responsable des Financements Locaux
Tel : 01 57 75 56 30
jorge.bras@labanquepostale.fr

**Vos chargés d'affaires dédiés à votre région :**

| | | |
|---|---|---|
| **Stéphanie MASSA**<br>Responsable territoriale<br>Tel : 01 57 75 48 55<br>Stephanie.massa@labanquepostale.fr | **Philippine GARNIER**<br>Chargée d'affaires<br>Tel : 01 57 75 57 48<br>Philippine.garnier@labanquepostale.fr | **Flora SABBAGH**<br>Chargée d'affaires<br>Tel : 01 57 75 41 47<br>Flora.sabbagh@labanquepostale.fr |
| Direction des financements locaux :<br>N°Cristal 0969 36 88 00<br>APPEL NON SURTAXE | **Yannick BELDAN**<br>Chargé d'affaires<br>Tel : 01 57 75 43 18<br>Yannick.beldan@labanquepostale.fr | **Marie SIMON**<br>Assistante commerciale<br>Tel : 0 969 36 88 00<br>Marie-s.simon@labanquepostale.fr |

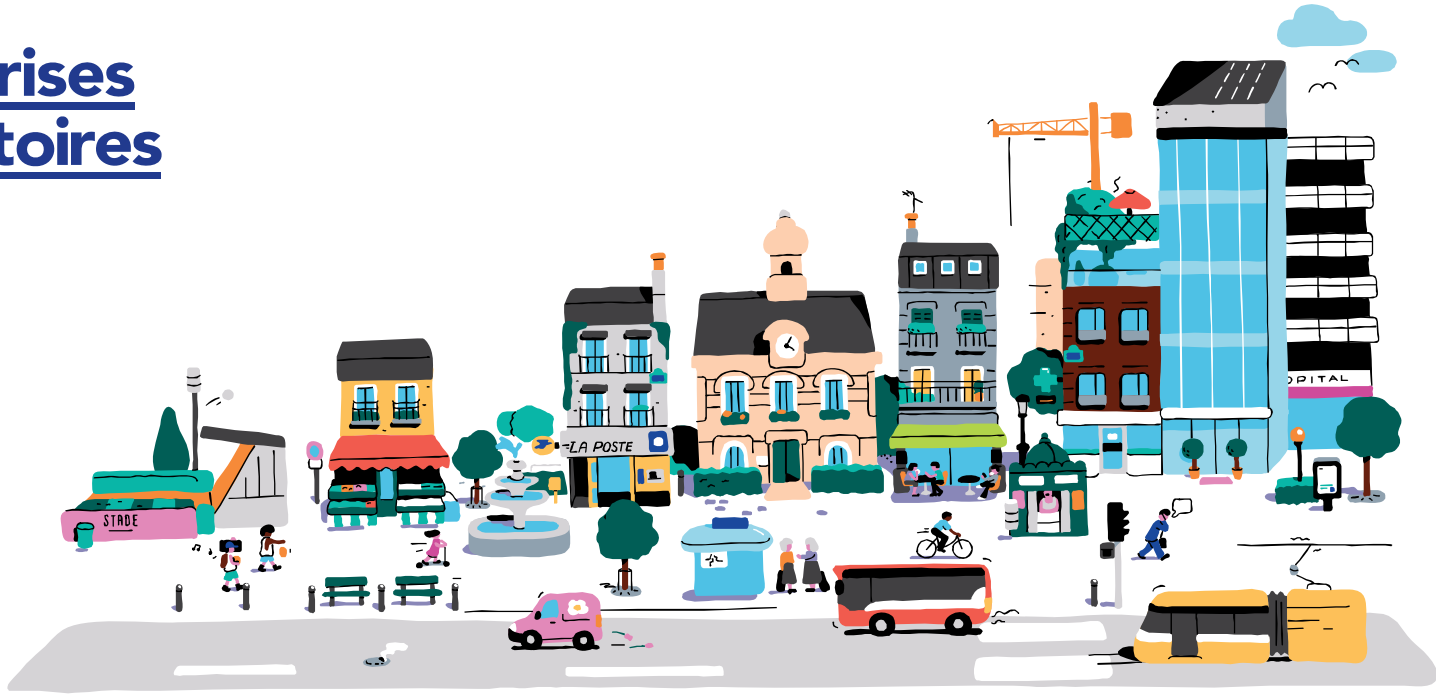
**www.labanquepostale.fr/collectivites.html**

**Adresse : La Banque Postale - D.E.D.T.**
**Direction des Financements Locaux**
**Immeuble PLEYAD 7**
**1-3 place de la Berline**
**93 200 Saint-Denis**

**Au centre d'affaires secteur public local de Nantes :**

**Bastian KERDELHUE**
Chargé d'affaires SPL
Tel : 02 40 12 66 20
Bastian.kerdelhue@labanquepostale.fr

# entreprises & territoires




**La Banque Postale**
La Banque Postale - Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 413 734 750 euros
Siège social et adresse postale : 115, rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06
RCS Paris 421 100 645 - Code APE 6419Z, intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424
**www.labanquepostale.fr**

**La Banque Postale est une entreprise du Groupe La Poste**

LE GROUPE LA POSTE